



APPEL DE CANDIDATURES

Prière d'afficher et de diffuser

Postes :	Conseiller(ère) juridique volontaire – justice transitionnelle
Emplacement :	Bamako, Mali
Durée :	6 mois (Il peut y avoir des possibilités de renouvellement.)
Début des fonctions :	Septembre 2016
Conditions :	Le mandat est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le/la coopérante doit participer à des séances de formations et préparation avant le départ.
Langue de travail :	Français



Si demain matin vous vous réveilliez au cœur d'un véritable processus de réconciliation nationale post-crise et que l'on vous demandait de mettre la main à la pâte, pourriez-vous relever le défi? Seriez-vous prêts à innover pour protéger les victimes et les témoins de graves violations de droits humains? Choisiriez-vous d'être un acteur central de l'organisation de formations et d'ateliers pour les associations locales, de prendre part à des groupes de travail avec les autorités et les organisations internationales, ou plutôt d'agir pour concerter les initiatives de lutte à la corruption?

Les différents mandats de coopération volontaire d'ASFC pour le projet JUPREC (Justice, Prévention et Réconciliation) au Mali sont l'occasion de se plonger dans la réalisation d'un projet de coopération internationale d'envergure, une expérience marquante pour des professionnel(le)s en quête de défis . Et vous... où serez-vous demain matin?

Contexte

Avocats sans frontières Canada (ASFC), en consortium avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), dans le cadre du projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* », cherche un(e) coopérant(e) volontaire pour appuyer des avocat(e)s qui représentent des victimes dans des cas emblématiques de violations de droits humains.

Sécurité

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires membres du consortium mettant en œuvre le projet JUPREC au Mali. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e) volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e)s sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Résumé du poste

Le conseiller(ère) juridique appuiera des avocat(e)s dans le litige de cas de graves violations des droits humains présentés devant les tribunaux nationaux et les instances internationales.

Description du poste (sujet à changements mineurs)

- Appuyer l'organisation et la préparation du contenu d'espaces de concertation multi-acteurs et de rencontres d'appui techniques et d'échange avec des représentant(e)s de la société civile et de l'État en matière de justice transitionnelle;
- Réalisation de recherches comparatives et de notes analytiques sur différents mécanismes judiciaires et non-judiciaires de justice transitionnelle et sur des thèmes reliés au droit pénal international, le droit international des droits humains et le droit international humanitaire;
- Appuyer l'élaboration de documents vulgarisés d'information sur la justice transitionnelle;
- Appuyer l'organisation d'une activité de formation et de sensibilisation sur la Cour pénale internationale, le Statut de Rome et le principe de complémentarité;
- Analyser l'application du principe de complémentarité du Statut de Rome de la Cour pénale internationale au Mali;
- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer;
- Réaliser d'autres tâches associées aux activités du bureau d'ASFC au Mali qui peuvent être demandées par le chef de mission ou la directrice de la programmation.

Compétences requises

- Formation universitaire en droit;
- Connaissances en matière de droit pénal international, de droits humains et de droit international humanitaire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;

- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium
- Indépendance et impartialité dans les affaires internes du Mali;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Maîtrise des outils informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience et/ou connaissance en matière de justice transitionnelle;
- Maîtrise de l'anglais;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest, de préférence au Mali, ou connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Les candidatures de citoyens canadiens et de résidents permanents au Canada seront privilégiées, mais d'autres candidatures pourront être considérées;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ en août ou septembre (dates à confirmer).

Processus de sélection

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) en français aux coordonnées suivantes:

Adresse courriel: recrutement.mali@asfcanada.ca
Objet : Conseiller(ère) juridique volontaire – Justice transitionnelle - Mali 2016

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le dimanche 26 juin 2016 à 23h59.

Nous remercions tous les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.